

> [L'autre histoire](#) > La guerre totale de Margaret Thatcher

La guerre totale de Margaret Thatcher

MARIA MCGAVGAN

envoyer par mail | 150

9 avril 2013

Article en PDF :



La grève menée par les mineurs britanniques en 1984 et 1985 a marqué les esprits. Mais les événements ne se sont pas arrêtés là. Le gouvernement de Margaret Thatcher a ensuite mené une guerre totale contre le NUM, le syndicat des mineurs. Une guerre qui marquera l'Histoire, pleine d'enseignements pour les syndicalistes — et pour toute la gauche. (IGA)



Nous avons dû nous battre contre un ennemi extérieur aux Falklands. Maintenant, il s'agit de porter la guerre contre l'ennemi intérieur, beaucoup plus difficile à combattre, et plus dangereux pour la liberté.'

L'auteur de ces paroles : Margaret Thatcher. La date : été 1984. L'ennemi intérieur : le NUM, le syndicat britannique des mineurs, dirigé par Arthur Scargill et en grève depuis quatre mois contre les plans de fermeture des puits, concoctés par le gouvernement.

L'ennemi intérieur, c'est aussi le titre d'un livre paru en anglais à la fin de 1994 et qui raconte l'histoire de la campagne médiatique et judiciaire lancée en 1990 contre Scargill et d'autres dirigeants du NUM, accusés de corruption¹. 'Il ne faut jamais sous-estimer la détermination impitoyable déployée par l' 'establishment' britannique pour détruire ses ennemis', disait un ancien dirigeant travailliste. L'ennemi intérieur en est une parfaite illustration. Joint aux Mémoires de Margaret Thatcher, livre de chevet de Filip De Winter, il montre comment un pays, souvent considéré comme un modèle démocratique, doté d'un système social avancé et ayant un mouvement ouvrier puissant, peut basculer en quelques années dans un fascisme larvé, où les syndicats sont muselés et où les inégalités sociales sont plus criantes que partout ailleurs en Europe. Deux éléments essentiels dans cette transformation sont le recours sans complexes aux moyens les plus 'odieux' contre les travailleurs et la collaboration active de la social-démocratie.

Briser la grève à tout prix

Le 12 mars 1984 : la grève éclate. La direction du NUM était d'avis que seule une politique syndicale combative pouvait faire fléchir le gouvernement sur la fermeture des puits. Elle était aussi en désaccord avec la capitulation de la TUC (Confédération des syndicats britanniques) devant les nouvelles lois antisyndicales².

Le gouvernement — notamment le Premier ministre, Margaret Thatcher — s'était préparé pour ce conflit (en accumulant des stocks de charbon), qui allait devenir une véritable lutte pour le pouvoir au niveau national. Tous les moyens 'légaux' et extralégaux ont été utilisés pour briser la grève : intimidation policière (violence — à une occasion, Scargill lui-même a perdu connaissance suite à un coup de matraque —, arrestations...), utilisation d'agents provocateurs, écoutes téléphoniques, mise sous séquestre des biens du syndicat, mise sur pied d'un syndicat jaune dans les charbonnages qui n'étaient pas directement menacés par des fermetures, diabolisation des dirigeants syndicaux, surtout Scargill, par les médias, pour ne mentionner que ce qui était connu à l'époque.

En mars 1985, les mineurs ont repris le travail, trahis par la direction du parti travailliste et de la TUC, qui ont empêché le déclenchement d'une grève générale de solidarité avec les mineurs.

Le NUM intact

Le gouvernement, cependant, n'avait pas réussi à casser le syndicat. Pour Thatcher et son gouvernement ultra-conservateur, il était inconcevable que le pays puisse de nouveau être à la merci de 'la gauche dure, qui — dans les mots du Premier ministre, qui n'a pas hésité à comparer le NUM à des terroristes — opère à l'intérieur de notre système, complotant pour utiliser le pouvoir des syndicats... pour casser, défier et subvertir les lois...'³. Malgré son isolement croissant au sein de la TUC — de plus en plus dominée par la droite —, malgré les dissensions internes suite à la grève, le NUM restait une organisation de lutte forte. La menace d'une fusion entre le NUM et le TGWU (Centrale générale et des transports), la centrale la plus puissante de Grande Bretagne, donnait des cauchemars à Thatcher, tout comme le fait de devoir dépendre du charbon pour la production d'électricité — jamais

aussi importante qu'en 1989-90.

C'est dans ce cadre que, vers la fin des années 80, Margaret Thatcher a autorisé le recours à des 'mesures spéciales' par les services de sécurité contre Scargill, Heathfield et leurs supporters fidèles, et que le barrage médiatique et légal a été instauré en mars 1990.⁴

Les médias contre les mineurs

Le lundi 5 mars 1990 (cinq ans précisément après la fin de la grève des mineurs), une véritable campagne médiatique est lancée conjointement par le Daily Mirror, un journal de tendance travailliste dirigé par Robert Maxwell, et une émission télévisée d'investigation, appelée le Cook Report. Le thème : la grève des mineurs : où est parti l'argent ?

Non seulement le NUM aurait reçu de l'argent des gouvernements libyen et soviétique, mais les plus hauts dirigeants (Scargill, Heathfield et Windsor) auraient utilisé une partie considérable de la contribution libyenne pour rembourser l'hypothèque sur leurs maisons... C'est Windsor lui-même, qui avait quitté le NUM pendant l'été 1989, qui a vendu la mèche, quelques détails personnels ayant été ajoutés par l'ancien chauffeur de Scargill. Ce que personne ne dit, c'est que Windsor a reçu £80.000 (environ 4 millions de FB) pour son récit...

Scargill diffamé

Les accusations contre Scargill et Heathfield, qui avaient toujours été considérés comme des incorruptibles, étaient très graves. De plus, le tout était enrobé de détails dignes d'un roman policier : Altaf Abbasi — 'un mystérieux homme d'affaires pakistanais...', qui avait fait de la prison pour terrorisme dans son pays' — aurait fait trois voyages, au départ de Tripoli, avec des valises bourrées de billets de banque et les aurait remises à trois occasions différentes à Roger Windsor. Puis, le 4 décembre 1984, 'le leader des mineurs, Arthur Scargill, a reçu £163.000 de la Libye pour soutenir la grève et en a utilisé une partie importante pour payer des dettes personnelles. Au plus fort de la grève de 1984-85, au moment où des mineurs perdaient leurs maisons (parce qu'ils n'arrivaient pas à payer les traites, ndlr), Scargill comptait un énorme tas d'argent liquide éparpillé sur un bureau : plus de £70.000. Il a ordonné qu'il soit utilisé pour rembourser au NUM son hypothèque et les prêts qui avaient été accordés à ses deux cadres (c'est-à-dire Heathfield et Windsor).⁵

Le même soir, l'émission télévisée corse davantage l'affaire : la somme donnée par les Libyens aurait été beaucoup plus importante encore et Scargill aurait aussi demandé des armes aux Libyens (notamment un petit revolver pour son usage personnel). Il faut rappeler qu'à l'époque, l'hystérie anti-libyenne était à son comble en Grande Bretagne.

Ces 'révélations', toutes entièrement fausses, sont immédiatement répercutées par l'ensemble des médias britanniques.

Robert Maxwell, magnat de la presse, propriétaire du Daily Mirror, ami de plusieurs dirigeants du Parti travailliste et... (nous le savons maintenant) escroc à une échelle gigantesque, fait plusieurs apparitions à la télévision pour soutenir ses journalistes qui, selon lui, ont produit un 'classique du journalisme d'investigation'. Et de poursuivre : 'Si nous nous trompons, nous mettons Scargill au défi de porter l'affaire devant les tribunaux.'

Ce n'était pas si simple...

En effet, les dissensions parmi les dirigeants du NUM et la complexité du système mis sur pied pour financer la grève de 1984-85 auraient fait d'un tel procès un exercice extrêmement périlleux pour Scargill.

Pourquoi Scargill n'a-t-il pas attaqué Maxwell en justice ?

En premier lieu, si les accusations étaient grotesques et ont été tout de suite démontées par Scargill (qui ne pouvait avoir remboursé d'hypothèque avec de l'argent libyen étant donné qu'il n'avait pas d'hypothèque...), des opérations financières en liquide avaient bien eu lieu dans le cadre des mesures extrêmement compliquées que le NUM avait été obligé de prendre lorsque ses biens ont été mis sous séquestre par les tribunaux. Il arrivait souvent, par exemple, qu'on doive effectivement compter de grandes quantités de billets sur des bureaux...

Deuxièmement, un procès aurait certainement blanchi Scargill de toutes les accusations de corruption personnelle. Il aurait cependant rouvert le dossier des méthodes utilisées par le NUM pour tenir bon pendant la grève, des méthodes que les tribunaux londoniens n'auraient pas hésité à qualifier d'illégales. Scargill était prêt à affronter ce danger mais pour le faire il avait besoin d'argent et du soutien politique du NUM. Ni l'un ni l'autre n'étaient disponibles...

Enfin, les accusations contre Scargill et Heathfield n'ont fait qu'exacerber les dissensions et la démoralisation à l'intérieur du NUM. Depuis la fin de la grève en 1985, l'opposition à Scargill, encouragée en coulisse par la direction du Parti travailliste, avait beaucoup augmenté parmi certains dirigeants du NUM. En plus, les fermetures des mines avaient eu aussi pour conséquence la fermeture de nombreux bureaux syndicaux et des pertes d'emploi dans le syndicat. L'isolement du NUM, organisé par les dirigeants du Parti travailliste, mettait aussi en danger les ambitions parlementaires ou syndicales —dans le TUC — de certains membres de l'équipe dirigeante.

Loin de soutenir Scargill et Heathfield, la majorité de l'équipe dirigeante du NUM a donc refusé de lui fournir l'argent nécessaire pour tenter un procès en diffamation. Les opposants les plus proches de la direction du Parti travailliste ont même exigé une enquête sous contrôle de la TUC et du parti.

Il était relativement simple d'en finir avec l'allégation d'escroquerie. Mais (...) les allégations qui ont suivi allaient se révéler si complexes, leurs conséquences si lourdes et les possibilités de manipulation juridique si multiples, que le remue-ménage allait à coup

sûr durer des mois, voire des années.' 6

Effectivement. Si 'l'argent libyen' a été vite 'oublié', les ennemis de Scargill ont tiré beaucoup plus d'avantages du million de dollars que les syndicats soviétiques auraient fourni au NUM et que Scargill aurait utilisés pour mettre sur pied, avec la CGT française, une nouvelle organisation internationale. Cette accusation était aussi fausse que le reste, mais elle impliquait que Scargill s'était servi de cet argent pour favoriser ses ambitions personnelles...

Certains témoignages soviétiques devaient plus au changement de situation politique en URSS (la restauration du capitalisme) qu'à la vérité. Pas moins de neuf procès — y compris un intenté par la direction du NUM contre Scargill et Heathfield — ont été ouverts durant les mois qui ont suivi les premières 'révélations'. Tous ont fini par être abandonnés ou ont été résolus hors tribunal en faveur de Scargill et Heathfield.

La révolte de la base

Si un grand nombre de dirigeants du NUM ont été coupables de trahison ou ont péché par lâcheté envers Scargill et Heathfield, la base s'est vite ressaisie. Lorsque, en juillet 1990 à la conférence annuelle du NUM, Scargill a revendiqué 'le rôle que j'ai joué pendant une période qui était l'équivalent d'un état de guerre contre tout ce que nous représentons' et 'le labyrinthe de comptes pour confondre les séquestrateurs et pour camoufler des fonds et les empêcher d'être saisis par l'Etat', tous les délégués se sont levés pour l'applaudir. Les mesures prises contre les mineurs ont mené le NUM 'sur un terrain où aucun syndicat n'avait dû pénétrer auparavant', a-t-il ajouté. Lui et Heathfield avaient été 'soumis à un procès sans précédent par les médias'.

Une question de classe

Trois mois plus tard, à une conférence nationale extraordinaire du NUM, un délégué s'est exprimé en ces termes : 'En ce qui nous concerne, il s'agit d'une question de classe. Kevin Barron (parlementaire, représentant du NUM dans le Parti travailliste, ami personnel de Neil Kinnock, le leader du parti, et ennemi juré de Scargill, ndlr) dit que nous devons prendre une décision. Oui, et la décision est : soutenons-nous deux des meilleurs combattants de classe que nous ayons eus durant ce siècle ou nous mettons-nous effectivement du côté de Maxwell et de sa classe ?

L'effondrement de toutes les actions en justice contre Scargill et le NUM, la démolition médiatique de la campagne, l'humiliation des journalistes qui l'avaient initiée n'ont cependant pas empêché les pontes de la profession d'attribuer, en juillet 1991, le titre de 'journaliste de l'année' à Terry Pattinson et ses collègues du Daily Mirror pour leur 'scoop' maintenant discrédité. 'Un classique de journalisme populaire sérieux', l'ont-ils qualifié. 'Et pour le cas où quelqu'un se serait imaginé que la hiérarchie du Parti travailliste ait ressenti quelque gêne que l'on ait démontré la fausseté des allégations qu'elle avait appuyées, Neil Kinnock était là pour présenter le prix.'7

Pour le syndicat des mineurs, cependant, les conséquences étaient graves. Si le gouvernement n'a pas réussi à détruire Scargill, il est parvenu à immobiliser le NUM à un moment crucial, où toutes ses forces étaient nécessaires pour résister aux plans de fermeture et de privatisation.

La guerre secrète contre les mineurs britanniques

En 1990, le gouvernement britannique a voulu donner le coup de grâce à Scargill en orchestrant une campagne médiatique et judiciaire contre lui, comme nous venons de le voir. L'auteur de *The Enemy Within*, journaliste au Guardian, explique qu'au début de l'affaire, il n'arrivait pas à imaginer que toute l'histoire pouvait être fausse. Ce n'est qu'au fur et à mesure qu'il a compris jusqu'où les services secrets étaient prêts à aller dans leur guerre contre le NUM.

Mardi 11 décembre 1990 : quelques employés mécontents du GCHQ (le centre de surveillance électronique du gouvernement, qui avait fait la une lorsque le personnel avait été obligé de résilier son affiliation syndicale) ont révélé au Guardian l'existence d'une véritable campagne — pendant et après la grève des mineurs — pour 'descendre' Scargill, campagne autorisée par le Premier Ministre elle-même et impliquant le GCHQ, le MI5 (services secrets) et la Special Branch (police).

Cette campagne a notamment comporté une tentative par les services secrets de déposer £500.000 à Dublin sur un compte lié à Scargill pour pouvoir l'accuser d'escroquerie. La banque utilisée pour ce transfert était la BCCI, fermée en 1991 suite à des transactions frauduleuses et connue maintenant pour ses liens avec les services secrets de plusieurs pays, y compris la CIA. La tentative a avorté à cause des suspicions d'un employé de la banque irlandaise.

Du matériel provenant des services de sécurité avait été directement injecté dans la campagne du Daily Mirror.

Des réseaux d'espionnage électronique avaient systématiquement violé les règles de sécurité des banques à travers l'Europe, dans leurs efforts pour repérer les mouvements d'argent du NUM et les liens financiers des mineurs avec l'Europe de l'Est. Cette surveillance a commencé pendant la grève mais s'est poursuivie pendant plusieurs années, provoquant l'irritation des banques elles-mêmes, qui voyaient la crédibilité du secret bancaire menacée.

"Une cellule communiste secrète autour de Scargill"

C'est la Special Branch qui avait la tâche d'agir sur le terrain : des policiers habillés comme des mineurs se mêlaient aux vrais mineurs et provoquaient des incidents violents, ou

indiquaient ceux qu'il fallait arrêter. Ils engageaient des informateurs qui gagnaient entre £30 et £40 par semaine...

Mais le gouvernement n'était pas du tout satisfait des efforts de la Special Branch. A une réunion nationale d'officiers de police de haut niveau, le Premier ministre a envoyé un message personnel dans lequel elle se disait convaincue qu'une cellule communiste secrète autour de Scargill orchestre la grève afin de détruire le pays. Le fait que la police ne puisse pas prouver l'existence de ce complot démontre à suffisance la faiblesse de notre récolte d'information.' Elle voulait mettre sur pied 'une unité secrète (Public Order Intelligence Unit) pour infiltrer et espionner des groupes et des activités qui menaçaient l'ordre. Si la Special Branch ne s'occupe que des groupes et des activités subversifs, cette unité devait se concentrer quant à elle sur des 'groupes légitimes tels le NUM', pour récolter de l'information pour le contrôle de l'ordre public.

Un infiltrant de haut niveau

Le coup le plus extraordinaire des services secrets est certainement d'avoir placé un de leurs hommes au plus haut niveau du NUM. Milne ne dit jamais explicitement — les lois anglaises sur la diffamation obligent — que Roger Windsor, quatrième dans la direction du NUM et le plus haut responsable non-élu, était un agent provocateur, mais son dossier est si chargé qu'aucune autre conclusion n'est crédible.

En été 1984, Scargill permet à Windsor d'aller en Libye en vue d'une rencontre avec les syndicats libyens... et avec des instructions strictes d'être discret et d'éviter de rencontrer Khaddafi. Une semaine après sa visite le Sunday Times publie une photo de Windsor recevant l'accolade de Khaddafi... Au moment le plus critique pour le gouvernement britannique dans sa confrontation avec les mineurs, cet incident a fait beaucoup de tort à l'image du NUM.

Agent provocateur

Peter Heathfield, le deuxième du syndicat des mineurs, a très vite soupçonné Windsor. 'Je savais qu'il était compétent, dit-il, mais chaque fois qu'il était impliqué dans quelque chose, il y avait des problèmes.' Heathfield et Scargill se souviennent qu'il essayait de les monter l'un contre l'autre. Windsor a pris l'habitude de prendre des décisions — souvent très coûteuses pour le syndicat — sans se référer à la direction. Curieusement aussi, la presse était souvent informée d'initiatives où Windsor était impliqué, comme par exemple de la visite de Scargill à l'ambassade soviétique le 15 novembre 1984.

Roger Windsor était le seul parmi les dirigeants du NUM à ne jamais avoir eu de lien avec les charbonnages. Originaire de la banlieue de Londres, il avait travaillé pendant dix ans pour PSI, une organisation internationale affiliée à la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) et qui représentait plus de dix millions de travailleurs des services publics de différents pays. L'idéologie de PSI avait toujours été fortement anticommuniste et l'organisation avait été impliquée dans des opérations des services secrets américains et britanniques dans le tiers monde.

En 1982, Windsor fait une demande d'emploi à une des centrales britanniques des services publics affiliée à PSI, mais est refusé parce qu'un des dirigeants estime que ses références présentent quelque chose de suspect. Il fait ensuite une demande au NUM, suite à une annonce, et est accepté tout de suite.

Windsor était froid, compétent et surtout extrêmement fidèle à Scargill, qui était content d'avoir son soutien dans sa lutte contre la droite du syndicat. Scargill avait besoin de quelqu'un capable de faire des plans en prévision d'une éventuelle mise sous séquestre des fonds du syndicat, rendue possible par les nouvelles lois antisyndicales du gouvernement Thatcher. Les plans de Windsor — de transférer une partie de l'argent du NUM sur des comptes à l'étranger et de mettre sur pied un fonds parallèle — semblaient excellents et ont été mis en route. L'un après l'autre, cependant, ils se sont effondrés, les autorités intervenant chaque fois extraordinairement vite. Comme le dit Scargill, 'Les autorités semblaient être toujours un pas en avant sur nous jusqu'au moment où j'ai décidé de prendre les choses en main moi-même et moi seul.' Et effectivement, c'est seulement à partir du moment où le syndicat a commencé à travailler uniquement en liquide que les autorités n'ont plus pu suivre ce qui se passait. A ce moment-là, seuls Scargill, Heathfield et Nell Myers, la secrétaire de Scargill, étaient au courant des comptes secrets.

Le transfert de fonds à l'étranger — organisé par Windsor — avait été la principale base de la mise sous tutelle du syndicat, un coup très dur pour le NUM à un moment difficile, qui a paralysé une partie importante de son travail, coûté des millions de livres et mené à des procès interminables.

Source : [Etudes Marxistes](#)

Notes

1. Seumas Milne, *The Enemy Within*, MI5, Maxwell and the Scargill Affair, Verso, 1994, 344 pages. Disponible en anglais seulement à la Librairie Internationale, 171 Bd M.Lemonnier, 1000 Bruxelles, tél. : 02/513 69 07 et à De Groene Waterman, Wolstraat 7, 2000 Antwerpen, tél. : 03/232 93 94.
2. Lire au sujet de ces lois antisyndicales, l'article de John Hendy paru dans *Etudes marxistes* n(6-7 de mars-juin 1990, 'La législation britannique à l'assaut des syndicats'.
3. *The Enemy Within*, p.19.
4. *The Enemy Within*, p.22.
5. *Daily Mirror*, 5 mars 1990, cité p.33 *The Enemy within*.
6. *The Enemy Within*, p.57.
7. *The Enemy within*, p.94

[Margaret Thatcher - néolibéralisme - Syndicalisme](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés [Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : [Platanas studio](#)